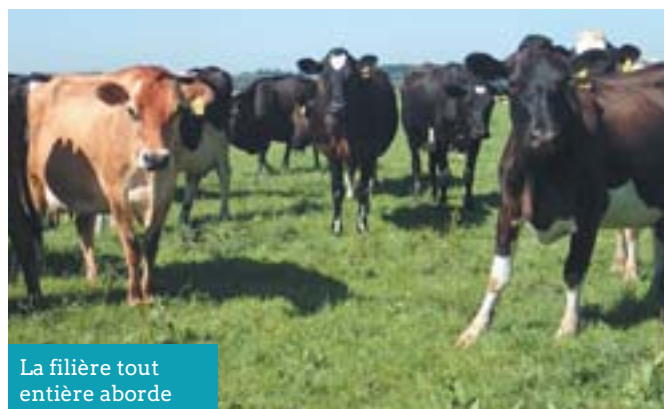


de chemins empierrés et stabilisés pour permettre aux animaux de gagner chaque parcelle dans de bonnes conditions. L'éleveur doit disposer de suffisamment de paddocks, d'une surface équivalente, pour pouvoir piloter un pâturage tournant où les vaches changent de parcelles chaque jour. Rien n'est laissé au hasard. La pousse d'herbe et le stock d'herbe sur pied de la plateforme sont mesurés précisément chaque semaine. Grâce à des logiciels spécialisés, l'éleveur gère en virtuose la valorisation d'une herbe pouvant dépasser 18 tonnes de matière sèche par ha. Les vaches, principalement de la fameuse « race Kiwi Cross », entendent croisement de frisonne et de jersiaise, sont de petit gabarit (400-450 kg). Elles produisent un lait très riche en matière utile (50 de TB et 39 de TP en moyenne nationale).

Enfin la gestion de l'exploitation laitière est axée sur la recherche de l'efficacité maximale. Dans un souci de rationalité de nombreuses tâches sont externalisées et les investissements se limitent souvent au bloc traite et à l'aménagement des chemins. Dans l'île du sud il faut y rajouter l'irrigation. Afin d'optimiser la plateforme, la conduite des génisses et des vaches tarées est souvent sous-traitée ou réalisée sur une autre ferme. Il en va de même pour les travaux en culture. La recherche d'efficacité passe donc par la spécialisation et la simplification des tâches. On retrouve cette efficacité au niveau de la main-d'œuvre avec un travailleur pour environ cent cinquante vaches laitières soit, avec nos références, un travailleur pour 650 à 700 000 litres de lait. C'est-à-dire plus du double de la productivité du travail française.



La filière tout entière aborde l'avenir avec engagement et pragmatisme : évolution des systèmes de production, intensification à l'animal, développement de l'image « clean and green » et recherche d'une meilleure valorisation du lait pour compenser les surcoûts à venir.

Les principaux défis de la filière pour les années à venir sont la protection de l'environnement et l'acceptabilité sociale de la production. Cela va, à l'évidence, augmenter les coûts et limiter les possibilités d'augmenter le cheptel. La filière tout entière l'aborde avec engagement et pragmatisme : évolution des systèmes de production, intensification à l'animal, développement de l'image « clean and green » et recherche d'une meilleure valorisation du lait pour compenser les surcoûts à venir. Sur bien des points la Nouvelle-Zélande XXXLait est inspirante pour la France laitière. ▶

Jean-Marie Séronie

## Une logique low price-low cost rentable pour les éleveurs !

Pendant une décennie la trésorerie d'exploitation nette dégagée annuellement a varié de 720 à 1 200 euros par hectare et par an. On mesure là l'efficacité du système de production et on comprend alors facilement la motivation financière de la ruée vers l'or blanc. La baisse importante du prix du lait de la dernière campagne a, en revanche, généré un trou de trésorerie souvent compensé par de la dette.

Grâce au système alimentaire basé sur le pâturage et à une grande efficacité du travail, les coûts de revient (travail compris) correspondent, avec nos repères, à environ 260-270 euros/1 000 l. La charge d'amortissement est inférieure à 20 euros/1 000 l soit trois à quatre fois moins qu'en France. Ramené à l'UTH français cela représenterait une

économie d'environ 15 000 euros ! *A contrario* la charge financière est très importante. En effet l'essentiel des terres est en propriété, les éleveurs doivent investir une année de chiffre d'affaires en capital social à la coopérative et l'expansion des exploitations a été très rapide. Les éleveurs ont donc beaucoup emprunté. L'endettement représente entre trois et quatre années de chiffre d'affaires. Les éleveurs ne remboursent pas le capital car les prêts sont en général *in fine* et renouvelables. La capitalisation est de ce fait réduite comme les sorties de trésorerie. C'est par contre un coût important puisque les frais financiers représentent entre 15 et 25 % du prix du lait. Cette performance basée sur des coûts bas est aujourd'hui fragile. Les coûts alimentaires ont quasiment doublé en dix ans progressant de près de 40 euros/1 000 l. Les éleveurs

introduisent progressivement du maïs, ce qui représente un surcoût. Afin de réduire les effluents autour de la zone de traite ils commencent également à monter des bâtiments qui, même s'ils sont légers et d'un coût modeste (600 euros par vache), vont augmenter les charges. Enfin une hausse des taux d'intérêts provoquerait un dangereux envol des frais financiers. Pour autant, les éleveurs disposent d'une marge de manœuvre importante pour accroître l'efficacité technico-économique de leur entreprise. Aujourd'hui le suivi technique est en effet mené globalement au niveau du troupeau. La gestion du progrès génétique et l'individualisation du suivi, autrement dit l'intensification à l'animal, sont deux axes importants de la rentabilité à venir.

J.-M. S.